

DOSSIER : L'ÉCRITURE

Les rencontres de l'AFL - journée du 29 mai 1991

TABLE RONDE

Comme il est précisé dans l'introduction à ce compte-rendu, nous ne reproduisons dans les pages qui suivent que les interventions initiales des participants à la table ronde qui terminait cette "Rencontre" consacrée à l'écriture.

Rappelons qu'il était demandé à Manuelle DAMAMME (pour un quartier coordonné par une politique de ZEP) à Béatrice FRAENKEL (pour l'entreprise) à Jean-Michel LETERRIER (pour les comités d'entreprise et le monde syndical) et à Henriette ZOUGHEBI (pour un département particulièrement ouvert à la création) de faire état de leurs expériences et de donner ainsi une idée de ce qui se fait et de la manière dont sont perçus les problèmes d'écriture en dehors du système éducatif proprement dit.

Ces interventions devaient être les amorces d'un débat, à la table et avec la salle, sur les nécessaires évolutions de l'école et de son environnement. Que faut-il entreprendre pour que, dans la vie professionnelle et culturelle, les représentations, les pratiques et les attentes en matière d'écrit évoluent au point que l'école change et devienne un partenaire à part entière d'une politique visant à créer les conditions d'une augmentation des producteurs d'écrit ?

On sait que, faute de temps, cette réflexion n'a pu avoir lieu ! Partie nécessairement remise dans la mesure où, déjà, la lecture des seuls témoignages des intervenants, et notamment ceux de Manuelle DAMAMME et d'Henriette ZOUGHEBI, ne manquent pas de faire naître une question fort simple et préalable à toute autre: pourquoi ne se fait-il pas à l'école ce qui est fait dans son environnement immédiat et qui prend de ce fait, un peu les formes d'une remédiation ?

TABLE RONDE 1

Manuelle DAMAMME est coordinatrice du plan lecture et chargée de mission ZEP à Saint-Étienne du Rouvray. Elle fait état, dans son intervention, d'une expérience de production d'écrits, dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme, grâce à un journal : **Spirales**.

Deux années scolaires se sont écoulées : Spirales en est à son quatrième numéro. Le journal marche au rythme de la ZEP de Saint-Étienne du Rouvray, c'est-à-dire qu'il évolue avec celle-ci pour être en adéquation avec ses objectifs, ses programmes et la recherche d'une dynamique communautaire.

Quand, en octobre 1989, à l'initiative du Groupe Régional de Lutte contre l'illettrisme, s'est ouvert l'Atelier de Formation de Base de Saint-Étienne du Rouvray, l'AFL qui était chargée de son animation, a proposé aux différents partenaires locaux, de travailler ensemble sur la production d'écrits diffusables. Autour de bureaux d'écoliers "rétro" que l'AFL avait récupéré pour équiper l'AFB, se sont retrouvés les animateurs et représentants de toutes les structures animées d'une dynamique toute neuve : le DSQ et la ZEP venaient de naître.¹

L'orientation fut vite définie par les différents participants.

"Spirales est un support de l'action locale de prévention et le lutte contre l'illettrisme. Les publics en formation initiale ou continue, enfants, jeunes adultes, peuvent ainsi communiquer entre eux par l'écriture et la lecture.

¹ La ZEP correspondait alors à un seul quartier. Elle est depuis la rentrée 90 constituée de 2 quartiers bien distincts géographiquement: Le Château Blanc et Hartmann.

Spirales est l'occasion d'une mise en réseau des différents partenaires et des publics. Il révèle les intérêts de chacun et les préoccupations communes."

Si les 6 écoles et le collège en ZEP, qui mettaient en place des ateliers d'écriture et qui avaient le projet de réaliser un journal, furent avec l'AFL, des éléments moteurs, le concours d'associations comme l'ASPIC, la CSF², et d'un autre collège engagé dans des actions autour de la presse, fut également déterminant, puisque l'idée était de "faire ensemble".

L'organisation, la répartition des tâches, le montage financier se firent, de samedi matin en samedi matin... Le concours de la Mairie fut confirmé pour le tirage du premier numéro. L'AFL coordonnait ce premier numéro et en réalisait la maquette. La ZEP, qui obtenait un financement de la Caisse des Dépôts et consignations pour les ateliers d'écriture et cette action de communication sociale, gérait l'ensemble.

UNE LOGIQUE DE BANC D'ESSAI

La mise en œuvre d'un projet, à ses débuts, nécessite un réajustement régulier et une redéfinition des objectifs.

Fut énoncé, en cours de route, ce que ne devait pas être **Spirales** :

- le journal n'est pas le lieu d'édition de textes qui, écrits en classe sans réflexion préalable sur leur diffusion, trouveraient là seulement une occasion d'être publiés.
- le récit traditionnel de voyage ou de rencontre de correspondants, ou autre texte d'expression n'apportant pas une information réelle aux lecteurs ne serait pas privilégié...
- les associations et institutions n'utiliseront pas **Spirales** pour des annonces sur leurs activités, à moins que ces informations ne soient rédigées par leur public utilisateur.

Fut formulé en conséquence ce que devrait être **Spirales** :

- Visant au développement de pratiques autour des écrits, les textes devraient être accompagnés d'une note précisant les conditions de production de ces écrits
- le journal doit favoriser des formes variées d'écriture
- **Spirales** doit être l'occasion de confrontations entre éducateurs et jeunes sur l'écriture
- à moyen terme, il devrait être un moyen de "déscolarisation" de l'écrit, en intéressant tous les publics à cette démarche et en donnant aux élèves une pratique sociale de l'écriture.

Le premier numéro fut loin de répondre à toutes les attentes. Fut produit néanmoins une revue de qualité qui représentait l'effort collectif, devenait le symbole d'appartenance à la ZEP, et permettait de situer les compétences des différents partenaires.

En juin 90, chacun savait qu'il y aurait un deuxième numéro. Le Conseil de ZEP l'inscrivait au programme de l'année suivante.

OBJECTIFS ZEP

Très vite, **Spirales** est devenu le journal de la ZEP. Bien sûr, l'AFL est restée un partenaire privilégié. Son groupe local à Saint-Étienne du Rouvray continue d'accompagner la démarche, d'une part en conduisant avec les établissements des actions favorisant des démarches de productions d'écrits (classe lecture-écriture au Collège Robespierre, atelier avec des parents à l'école Wallon 2), d'autre part en aidant les "rédacteurs" dans le traitement technique de la production (fabrication d'une maquette avec des élèves de 6^{èmes} du Collège Picasso, formation des équipes à l'utilisation du traitement de textes dans un projet d'écriture), enfin en assurant la maquette finale de chaque numéro par PAO.

Tous les aspects de fabrication et de gestion d'un tel projet ne pouvant être d'emblée pris en compte par les établissements, la première année de croisière fut consacrée à la prise en compte, par ce support, des objectifs de la ZEP. Les thèmes fédérateurs s'imposèrent : Santé, Intégration, Parents.

² ASPIC : Association Stéphanoise de Prévention et d'Insertion. CSF : Confédération Syndicale des Familles.

Cette formule présente d'abord l'avantage de faciliter la recherche de subvention, chaque thème intéressant un partenaire financier différent.

Elle permet d'éviter l'éclatement des contenus qui a été ressenti au premier numéro. Elle favorise les comparaisons formelles autour du même sujet et constitue ainsi une première démarche de théorisation sur les écrits.

Enfin elle donne un état (non exhaustif) du travail de la ZEP et de ses partenaires dans le cadre des programmes engagés. À noter, et ce n'est pas le moindre avantage, qu'il s'agit d'écrits de commande nécessitant un travail de concertation entre les groupes qui produisent. Pour la ZEP cette pratique est un premier outil d'évaluation : faire le constat que le numéro sur la "santé" s'est réalisé avec facilité, alors que sur le thème de l'intégration, rien n'est spontanément proposé par les équipes enseignantes, n'est-ce pas le signe d'un avancement contrasté des chantiers en cours ? Le programme "santé" s'est construit dans un réel partenariat, alors que celui lié au "site pilote d'intégration" est seulement en gestation.

UNE BD DANS LA VILLE

Il apparaît que la diffusion du journal hors des murs de l'école induit une autre relation à l'écrit. L'intervention publique nécessite une mise à distance des sujets traités : la taille des articles, la sélection des sujets et leur traitement doivent être évoqués préalablement. On n'écrit plus uniquement pour se faire plaisir, sans mesurer l'effet produit.

Prenons un animateur, FREID, ses dessins de fanzine un peu sales, vraiment noirs, un rien grossiers, proches d'une atmosphère de déprime. Sollicité pour aider des collégiens à créer une BD dans le cadre d'une campagne contre la toxicomanie, il dut, avec les jeunes concernés, situer cette production, non plus par rapport à un public acquis de magazines underground, ou des copains de l'établissement, mais par rapport à un large public, avec en prime, le regard des "spécialistes" de la lutte contre la toxicomanie, celui des animateurs du DSQ chargés de cette campagne, l'œil et la confiance de l'équipe éducative du collège ayant ouvert l'atelier "BD", et les questions rituelles de la coordinatrice de la ZEP sur l'état d'avancement des travaux !!!

En fait, cela s'appelle une commande : les jeunes durent faire face aux exigences des uns, aux conseils des autres. Saisissant la gravité du sujet, investis d'une mission de communication, ils acceptèrent un dialogue régulier autour du synopsis, autour des images : un échange réel, sur le sens des mots, sur la logique des enchaînements put avoir lieu.

L'ÉCRITURE : UNE PRISE DE CONSCIENCE

Interrogés, des élèves de quatrième en cours de Français avec Marie-Claude PENLOUP, expriment clairement l'idée qu'ils ont de **Spirales** :

"C'est un journal pour tous les habitants de Saint-Étienne du Rouvray".

"On y traite de sujets qui doivent intéresser tout le monde".

"Il faut donner des informations que l'on vérifie : on doit enquêter et lire la presse, utiliser les livres du CDI".

"On peut donner notre point de vue".

"Il faut des articles courts".

"Il faut tenir compte des articles faits par les autres".

"On ne peut pas tout passer".

"Il faut varier les formes d'écriture pour traiter différents aspects d'un même thème".

Dans ce collège et avec ce même professeur, en début d'année scolaire, une classe "lecture-écriture" avec des 3^{èmes} relayée par **Spirales**, a créé un dynamisme réel par rapport à l'écriture. Comme un nouvel élan face à une incitation déjà forte, mais principalement orientée vers l'écriture de type "BING" ou "ORIOLE BOYER". Les élèves ont intégré l'existence de **Spirales**, ont travaillé les contenus tout en repensant la forme, dans des démarches tour à tour collectives et individuelles, en cours et hors temps scolaire.

Ici, avec le concours d'une animatrice du CLEMI, les élèves approchent la technique du brain-storming avant d'attaquer un sujet difficile ; là, les jeunes décryptent toutes les déclarations de notre nouveau Secrétaire d'État à l'Intégration avant d'aller interviewer le Maire ; entre deux cours, des élèves préparent leur copie par traitement de texte ; d'autres, lors d'un comité de rédaction tentent de passer en revue différents aspects de la question à aborder et à se souvenir de ce qui a pu se faire en cours, en relation avec le sujet.

Aucune forme n'est en fait privilégiée pour parvenir à cette production et le Collège Robespierre, qui les a toutes multipliées cette année, peut constater un réel élan dans ce domaine.

UNE ÉDITION PROFESSIONNELLE

Sans conteste, la mise à disposition ponctuelle par l'AFL d'un animateur et d'une PAO pour, d'une part la Classe lecture, d'autre part la réalisation finale de la maquette de **Spirales**, a donné une dimension "professionnelle" à la publication des écrits. Il y a eu, de la part des enseignants et animateurs puis des élèves, une attention à respecter les règles édictées, un soin à rester dans le sujet (sauf au moment de la guerre du Golfe), un respect de l'équipe de production en remettant les textes à temps...

La première édition (qui subit pourtant un regrettable "sabotage" au tirage, puisqu'il fut réalisé sur du papier A4 au lieu des feuilles A3 prévues) a montré qu'un journal lié au monde éducatif pouvait être présentable. Les 2 autres parutions confirmèrent que la recherche de la qualité allait de pair avec la volonté de communiquer.

Reste évidemment à pérenniser le dispositif.

Depuis une année scolaire, au niveau de la ZEP on parle d'équipement : reprographie, PAO, mais l'acquisition et la gestion d'un tel matériel ne vont pas de soi. L'AFL a proposé une formation pour des stagiaires "CES" qui permettra de relayer son intervention à l'avenir. Mais sur quel matériel ?

LES CONDITIONS D'UNE VRAIE PRODUCTION D'ÉCRITS

Dans une cité, la communication sociale est complexe pour des publics qui n'ont la maîtrise, ni des outils, ni des discours, qui se réfèrent à des modèles codifiés proches : à l'école, au centre de formation ou, à l'opposé, à des écrits de contestation ou de dérision, tels les fanzines évoqués plus haut...

Dans cette cité, comme dans la majorité des communes, les moyens de communication sont réservés aux institutions, aux élus, aux partis politiques et aux acteurs sociaux, comme depuis cette année, les responsables de la ZEP qui veulent favoriser l'information et publient La lettre de la ZEP.

Spirales, c'est, à l'encontre, une possibilité offerte à tous de prendre position sur les sujets qui concernent chacun et tous, ici, à Saint-Étienne du Rouvray, autour du projet éducatif local.

Que faudrait-il pour y parvenir vraiment ?

Par une pirouette, je serais tentée de dire : rendez-vous dans un trimestre...

Dans le cadre d'un stage, en début d'année, les acteurs de la ZEP travailleront sur les outils de communication au service de la maîtrise du langage. **Spirales** reconnu comme le journal de la ZEP doit passer à une vitesse supérieure, pour être un réel moyen de réflexion et théorisation sur l'écriture.

Quelques pistes cependant :

- mieux repérer les forces en présence, positives ou négatives écrire favorise la connaissance de son environnement social, par les réactions que cela provoque. Faut-il taire les conflits, ou les révéler ?
- animer des ateliers de **Spirales** ouverts plus régulièrement, avec un équipement qui rend chacun plus autonome. Ceci a été amorcé cette année grâce à un projet Loisirs-Quotidiens des jeunes et se poursuivra dans diverses structures.
- développer la partie "théorisation" sur les écrits, à côté, ou bien dans le journal. Les colonnes "techniques" qui décrivent dans le journal les conditions de production de chaque texte doivent se développer.

- écrire ailleurs, différemment (réaliser une revue de presse dans **Gullivore**, écrire pour le journal régional **Paris-Normandie**, réaliser un journal mural, publier un livre ou une plaquette, éditer son propre journal d'école...) systématiquement et régulièrement.
- découvrir l'écriture d'autrui : par le club de lecture, par la rencontre avec un écrivain, par la lecture toute l'année du journal dans une classe.
- par des échanges sur nos pratiques et la mise en œuvre d'objectifs communs. Et surtout, par davantage de "commandes" du corps social ou d'interventions en sa direction pour plus de citoyenneté ?

Manuelle DAMAMME

TABLE RONDE 2

[Béatrice FRAENKEL](#) qui travaille au Centre d'Éducation Permanente International de Paris V s'intéresse de près aux phénomènes de l'illettrisme. Elle réalise une recherche dans une entreprise sur les pratiques d'écriture.

La façon dont on parlait aujourd'hui des textes - et je pense que la notion de texte est complètement centrale dans notre travail - m'a évoqué la façon dont actuellement, dans les entreprises, on parle des produits et notamment dont on essaie d'instaurer ce qu'on appelle "la démarche qualité" qui est un mode de management et une façon de s'assurer, depuis 74-76, de la qualité des produits que l'on fabrique. J'ai trouvé, en effet, qu'on avait beaucoup parlé aujourd'hui de "comment fabriquer de bons textes" et j'ai été très sensible au travail d'explicitation de ce qu'est un écrit scolaire et de "comment l'école, les écoliers, les enseignants arrivent ou devraient arriver à améliorer leur production d'écrits". Je trouve ces deux démarches parallèles et cela m'a renforcée dans l'idée que l'école transmet des savoirs mais qu'elle produit aussi des savoir-faire. Je ressens très fortement que les savoir-faire scolaires sont assez typiques. Ce sont des savoir-faire qui ont d'ailleurs un intérêt en soi, notamment par rapport au travail intellectuel, mais quand on se place du point de vue de l'entreprise et des écrits qui y circulent, des pratiques d'écriture qu'on peut y trouver ; quand on est un peu à l'écoute aussi des représentations de l'écrit dans l'entreprise, on se rend compte que les savoir-faire mis en œuvre sont tout à fait différents.

Une première différence me semble tout à fait importante à énoncer : en entreprise, les pratiques d'écriture sont très rarement des pratiques textuelles. Ayant mené récemment quelques enquêtes, j'ai été très frappée par le fait que lorsque l'on travaille avec des bas niveaux de qualification - ce qu'on appelle des BNQ pour aller vite - on pense que ce sont des gens qui ont des problèmes de recyclage parce qu'ils ont souvent un niveau scolaire assez moyen, voire même assez bas, et on se dit : comment vont-ils se recycler puisqu'ils ont justement des difficultés de type scolaire ? Donc, je me suis intéressée à la description de ces pratiques d'écriture des bas niveaux de qualification. J'ai été très étonnée de constater qu'à la question : "*Qu'est-ce que vous écrivez dans votre travail ?*", tout le monde a répondu : "*On n'écrit pas dans notre travail, il n'y a rien à écrire*". J'ai observé par moi-même dans une fonderie, pendant quelques heures, comment ça se passait. J'ai bien vu, qu'en fait, tout le monde écrivait à un moment donné ou à un autre. Conversation aidant, je me suis rendu compte que pour les gens, cette activité n'était pas de l'écriture. Parce que ce n'était pas du texte. La réflexion typique c'est : "*non on n'écrit pas, écrire c'est plutôt les conjugaisons, les trucs comme ça, les pluriels*"... et bientôt, j'en suis sûre, les textes. Donc, il existe en entreprise un écrit qui n'est pas ressenti comme tel, qui est donc finalement invisible : les gens écrivent mais ils le nient. Et il ne s'agit pas, malgré les apparences, d'écrits sans importance. C'est, par exemple, la feuille de travail qui est directement liée au salaire que les gens vont recevoir puisqu'elle comptabilise le nombre d'heures accomplies. Les gens, très souvent, la remplissent mal, il faut faire une enquête pour connaître le nombre réel d'heures, etc. Même si les écrits sont très fonctionnalisés, ce n'est pas pour autant que les gens les remplissent correctement. Cette perspective est aussi très différente de celle du texte scolaire. En revanche, on s'aperçoit par la façon dont les gens parlent de ces écrits, que les verbes et le type de vocabulaire qu'ils emploient font référence à des

actions, je dirais presque physiques, en tous les cas très techniques : ils emploient des mots comme marquer, déclarer, relever, inscrire, faire la carte, faire des papiers, etc. Donc une conception très active, matérialisante de ce qu'est l'écriture comme activité physique. Cet aspect-là est très fortement ressenti. C'est donc un premier constat.

Deuxième constat. Quand on s'intéresse aux patrons, aux PDG, aux cadres et qu'on leur demande leur avis sur l'écrit, on a tout à fait une autre démarche, un autre discours qui n'a rien à voir avec celui des BNQ et qui ressemble beaucoup à celui que j'ai entendu aujourd'hui. Le PDG, par exemple, est vraiment préoccupé par le fait qu'il faut rationaliser les écrits, bien savoir à quoi ils servent, savoir quel est l'émetteur, quel est le récepteur... Il faut finalement refaire tous les écrits de l'entreprise, ça fait partie de la démarche qualité et c'est pour cela qu'en ce moment on est en train de s'intéresser de très près à l'écrit dans les entreprises. C'est donc un moment très privilégié pour nous qui nous préoccuons de l'écriture, parce qu'on voit enfin à quoi sert l'écrit dans la production, comment dans les hauts-fourneaux on a besoin d'écrit. Et on se rend compte que les fonctions de l'écrit qui sont investies directement dans la production ne sont pas enseignées à l'école. Ce sont des fonctions du type identification, constatation. Bien sûr il y a des écrits de description, il y a des modes d'emploi mais personne ne s'en sert. Les gens écrivent des modes d'emploi, mais en travaillant, ils n'en lisent pas. Donc, là aussi, par rapport à ce qu'on entend dans la classe, la façon dont il faut organiser le travail est différente puisqu'on a dans les entreprises beaucoup d'écrits qui sont affichés et qui ne servent à rien. C'est un constat aussi : il y a des pratiques d'écriture invisibles extrêmement importantes dont les finalités sont essentielles pour la production. Il y a des discours patronaux et de cadres qui tendent à la rationalisation des écrits. Enfin on voit s'explicitier, c'est vraiment intéressant, à quoi sert l'écrit, d'où viennent les modalités d'évaluation et de production d'écrit à l'école. C'est un parallèle d'attitude qui m'intéresse beaucoup et la mission de l'école me paraît difficilement être, compte tenu de tout cela, d'installer des savoir-faire qui permettent vraiment de manipuler les écrits d'entreprises ?

Béatrice FRAENKEL

TABLE RONDE 3

Jean-Michel LETERRIER est le responsable national du service de politique et d'action culturelle de la CGT. Il est l'auteur de *La culture au travail*, Messidor 1991, (voir AL n°34, juin 91, p.18.)

1 ÉTAT DES LIEUX : LES PRATIQUES

Souvent méconnues, les collaborations entre Comités d'Entreprise et écrivains existent en nombre important. On en observe aujourd'hui de trois sortes :

- La plus ancienne est le concours littéraire. Contrairement aux apparences et aux idées reçues, il est très développé dans le monde du travail. Beaucoup de syndicats et de CE en proposent, certains sont très institués (Le Havre en a déjà organisé 42). On y observe une très nette prégnance de la production poétique chez les travailleurs.
- La deuxième expérience est la commande à un écrivain. Par exemple, des commandes ont été passées à J.P. GOUX, J.P. OSTENDE, B. NOËL. On y décèle souvent une certaine ambiguïté : où s'arrête la fiction, où commence l'ethnologie ?
- La troisième expérience, qui se développe aujourd'hui, est l'atelier d'écriture. On en a actuellement un certain nombre : à Renault Rueil, Alstom Saint-Ouen... Le Havre mène le projet avec deux autres entreprises : une entreprise de chantiers navals du Havre, Air France et la SNCF, d'où l'idée de faire écrire les gens sur les transports maritimes, aériens et terrestres.

2 AUTOUR DES EXPÉRIENCES : LES INTERROGATIONS

Ces expériences sont toutes menées à partir de la bibliothèque et gravitent autour de son animation. C'est une activité d'abord périphérique, puis qui acquiert une autonomie par rapport à la lecture et à la gestion de la bibliothèque. L'importance de la poésie a déjà été évoquée dans l'expression individuelle et spontanée (95% de la production). Mais lorsque le CE choisit de passer commande à un auteur, la demande est, dans les mêmes proportions, du domaine historique et ethnographique. On demande très rarement un ouvrage de fiction et derrière elle se cache le reportage ou l'observation ethnographique. Cette coupure renvoie à la culture du monde du travail qui valorise, au sein de la littérature, les sciences humaines et sociales. La fiction inquiète, les repères sociologiques et historiques semblent plus fiables.

Le jugement esthétique des salariés se manifeste très fortement et on y retrouve une grille de lecture enracinée dans leur propre culture. Ils sont très sensibles à la preuve du travail dans l'écriture : l'exposition des manuscrits originaux, avec leurs rayures et ratures, constitue la trace du travail de l'écrivain. Il y a, à partir de là, un échange fondé sur le respect du travail de l'autre. La grille de lecture des salariés est directement issue de leur rapport au travail.

Dans les CE, on attache évidemment beaucoup l'importance à l'écriture syndicale et politique. Au sein de la culture du monde du travail, l'écriture de résistance, de lutte, joue le rôle essentiel de diffusion d'idées. C'est le média principal de la culture ouvrière. Il faudrait saisir le mouvement de sacralisation et le désacralisation de l'écrit : c'est le tract qu'on prend et qu'on jette, qui n'a pas le statut valorisant de l'écrit, c'est la sacralisation des écrivains et de leur production au sein de la bibliothèque.

La lecture est associée au plaisir et au luxe, mais aussi à une utilité reconnue et étalonnée. Le statut de l'écriture est en revanche mal perçu, sauf lorsqu'il est lié à celui de véhicule de l'information. Il faudrait observer le statut de l'écriture en référence à la culture originelle de son producteur : quelle fonction, quel rôle telle ou telle culture assigne-t-elle à l'écriture ? Nous touchons là un point crucial concernant le monde ouvrier : l'écriture constitue par rapport à cette culture une sorte d'anormalité, une production en marge, une culture sauvage en quelque sorte, par rapport à l'expérience quotidienne du travail. La culture du travail est une culture peu perméable, peu superposable, étanche.

L'écriture mais aussi la lecture sont vécues comme étant extérieures à l'expérience quotidienne du travail, à la culture d'origine. Il faudrait réintroduire ces dimensions dans l'expérience quotidienne en en débusquant les enjeux réels.

3 CULTURE ET ENTREPRISE : LES VÉRITABLES ENJEUX

La question centrale est celle des finalités, du sens de la production d'écrit : pourquoi écrit-on ?

Or, cette question est trop souvent masquée par une autre, moins importante : comment écrit-on ?

La technique prenant le pas sur le politique, cette interrogation est tout aussi vraie en ce qui concerne le rapport individuel à la culture : culture-Panthéon ou culture comme processus d'auto-construction de soi. On a masqué les enjeux de la culture en en faisant un avoir et non pas un être, avoir quantifiable, patrimonial, alors que la culture n'est pas autre chose que la qualité de l'être à soi, un outil de liberté.

Élargir le cercle des producteurs d'écrits est donc intimement lié à la juste perception des réelles finalités de l'écriture. Il s'agit là d'une question essentielle. Les Comités d'Entreprise peuvent et doivent œuvrer à la clarification de ces finalités, d'autant que la finalité essentielle de l'acte de l'écriture renvoie à l'essence même, à la raison d'être du syndicat, du comité d'entreprise, à savoir : favoriser au maximum l'émergence d'une citoyenneté pleine et active, créer les conditions pour que chacun soit acteur de sa propre vie, acteur dans la société, dans l'entreprise comme dans la cité. La question posée est donc celle du statut de citoyen. La socialisation de l'écrit est inséparable de ce processus de conquête et d'usage de la citoyenneté. Tout recul

de la lecture, tout rétrécissement du cercle des producteurs d'écrits met en péril la citoyenneté et la démocratie dans l'entreprise. Ce type de question, qui repose la finalité de l'acte d'écrire, doit être une préoccupation des CE aujourd'hui.

Jean-Michel LETERRIER

TABLE RONDE 4

Henriette ZOUGHEBI est chargée mission pour le livre et la lecture au Conseil Général de la Seine-Saint-Denis. Elle est notamment la fondatrice et l'organisatrice du Salon du Livre de Jeunesse de Montreuil.

Nous avons mis en place un atelier d'écriture au Lycée Jacques BREL à la Courneuve, en Seine-Saint-Denis, juste à côté de la Cité des 4000 dont on a beaucoup parlé. Cet atelier d'écriture est mené avec l'écrivain François BON qui a déjà participé à l'expérience "Écrivain en Seine-Saint-Denis".

Il ne s'agit pas vraiment d'une expérience d'écrivain en résidence : la Seine-Saint-Denis n'est pas la Villa Médicis ni Villeneuve-Lès-Avignon. Il y a quatre ans, quand François BON y avait participé, il avait donné une interview et avait écrit ceci : *"Il s'est commencé en Seine-Saint-Denis du jamais vu, en France en tout cas, dans un cadre hallucinant et avec ceux qui ont en charge un département d'une concentration en hommes, en moyens, mais aussi d'une tradition, un foyer de résistance où donc toutes les contradictions paraissent plus à vif, où des kilomètres d'usines désaffectées enchaînent sur des kilomètres de halls ultra-modernes et surtout tout ce monde ouvrier repoussé de Paris, entassé par l'exploitation et atteint de plein fouet le premier par les lois de l'argent et du mépris. C'est un matériau où je dirais que tout s'amplifie et surtout où rien n'est neutre, indépendant des enjeux de l'époque et de ses drames. Je suis arrivé là assez tranquille, croyant connaître ; le Conseil Général nous a invités à nous installer, à travailler là. Avec Didier DAENINCKX et Bernard NOËL, on a étrenné le projet. Pour renverser beaucoup d'habitudes, et nous-mêmes ne l'avons mesuré qu'en cours de route, à commencer par les habitudes prises d'un statut de la culture, un champ clos de l'univers social, la culture opposée à ce qui n'en est pas. Renverser aussi la consolation qu'on se donne, en considérant comme normal que ceux qui nous semblent les plus concernés par l'urgence, le sens de notre travail, sont précisément ceux par qui l'accès en est le plus difficile. Ce projet s'accompagne en aval de tout un travail sur la lecture publique, non pas - et c'est là le renversement principal - pour simplifier les termes de l'écart, nous appeler à écrire plus facile, mais pour nous rapprocher au moins quant aux enjeux. Ce qu'on a mesuré en cours de route, c'est la dimension du pari : la banlieue, c'est l'image sans rien d'autre du peuple et il n'y a rien, strictement rien qui en fasse mémoire. Depuis le début, j'imagine la tête d'archéologues qui découvrent la Courneuve comme seul témoignage de notre civilisation, la ceinture de Paris pour garder ce mot qui symbolise déjà les mauvaises habitudes. C'est, du point de vue de l'histoire en cours, d'une importance égale à celle de l'invention de la locomotive ou des percées d'HAUSSMAN il y a un peu plus d'un siècle. J'avais l'impression au début que c'était trop lourd, trop de responsabilités de se coltiner ça et en même temps je le vivais comme une chance, l'impression justement d'avoir affaire à quelque chose de grave, de plus haut que soi. Le pari, côté Conseil Général, était aussi que la somme des interventions, la dizaine de livres, de regards, de plongées qui en trois ans pouvaient en sortir, ce serait comme un tableau encore pas possible d'une réalité trop forte, trop neuve, qui déborde trop pour en permettre la prise, la saisie."*

Le texte de François BON met l'accent sur deux idées pour moi essentielles :

- La Seine-Saint-Denis n'est pas un endroit neutre, elle a une forte histoire industrielle, ouvrière, et elle est faite de la diversité des origines sociales, culturelles et géographiques de ses habitants. C'est aussi un lieu de grande détresse dans la situation sociale et économique que connaît notre pays. Les événements de Mantes-la-Jolie mettent l'accent sur la situation terrible de la jeunesse que nous ne pouvons pas oublier dans le travail que nous sommes en train de mener.

- Nous n'avons pas demandé à François BON d'écrire plus facile pour être compris de toute la population de Seine-Saint-Denis. Notre défi consiste effectivement à respecter la liberté de création de l'écrivain et d'autre part à travailler sur les entrées multiples du texte pour élargir le cercle des lecteurs, avec cette conscience que François BON et nous-mêmes avons que ce qui se partage, c'est l'enjeu, l'urgence et pas toujours obligatoirement la lecture. C'est ce qui fait que nous ne sommes pas du côté du populisme mais que nous partageons ce qui fut l'engagement de Jean VILAR, la volonté d'être élitiste pour tous.

C'est avec ces deux idées que nous avons monté notre atelier d'écriture au Lycée Jacques BREL de la Courneuve. Ceci a été rendu possible par une action conjointe de l'Académie de Créteil, de la DRAC et du Conseil Général. Ce sont des ateliers doublement expérimentaux : par le fait que sur place nous avions aussi un professeur pour l'accueillir qui était Anne PORTUGAL (c'est un professeur un peu "spécial", elle-même est poète et qui a un contact extraordinaire avec les élèves du lycée) ; par la présence de François BON qui souhaitait venir en Seine-Saint-Denis pour nourrir son propre travail d'écriture, donc avec un besoin qui lui était propre en tant que créateur.

Ce qui est important dans l'atelier c'est que les jeunes, entre la seconde et la première, viennent sur leur temps libre et sont volontaires. L'objectif donné à l'atelier n'est pas d'enseigner l'écriture mais d'aider les jeunes à ouvrir des portes sur leur propre vie intérieure, afin que chacun écrive, exprime ce qui est important pour lui. Le plus important pour les jeunes, c'est le fait d'avoir devant eux un écrivain, un lecteur attentif à la personne qui écrit et à ce qu'elle a à dire. Sa façon d'aider n'est pas seulement de leur donner des lectures, des exercices, mais surtout d'être réellement en référence et en dialogue avec les jeunes et avec leur environnement. Cela se traduit par quelque chose d'assez extraordinaire : chaque semaine, il prend les textes qu'il emporte chez lui, qu'il tape sur son ordinateur. Il rend les textes imprimés qui introduisent une distance avec ce qui sort d'eux-mêmes et la possibilité d'un nouveau dialogue.

Ce qui est important dans les premiers résultats que nous avons de cet atelier - qui va se poursuivre jusqu'à la fin de l'année - c'est d'abord la réalité de textes tout à fait étonnants par leur qualité, par la vérité de leur contenu, par la douleur qu'ils expriment et qui n'a pas d'autres lieux pour s'exprimer.

Naturellement il y a dans cet atelier des jeunes qu'on attendait mais aussi un certain nombre qui ne participent jamais, qui n'étaient pas considérés comme des lèves "bons en français". Ce décalage s'est senti quand a eu lieu, par exemple, la proposition participer au concours organisé par la Maison des écrivains et la Direction du Livre et intitulé : "*On n'est pas sérieux quand on a 17 ans*". C'est l'année RIMBAUD ! Chaque fois l'on célèbre un anniversaire, on a l'impression que l'objectif est de le vider de son sens, qu'il s'agisse de la révolution Française ou de RIMBAUD. Les jeunes ont complètement rejeté ce concours. Ils avaient l'impression que c'était rudement difficile d'avoir 17 ans aujourd'hui et qu'être dans ce lycée ne leur avait pas été donné si simplement. Il y a parfois un tel écart entre ce que les institutions culturelles attendent, ce que l'école attend, et ce que les jeunes ont besoin d'exprimer. À chaque fois que j'ai participé à des ateliers d'écriture, j'ai constaté ce besoin d'exprimer ce qu'on a profondément en soi (que l'auteur traduit dans des récits de fiction mais que le jeune peut traduire également dans des récits) et cette valorisation que procure l'idée qu'on peut parfois inverser les rapports en montrant que d'autres ont quelque chose à dire d'intéressant, qui peut être écouté par tout le monde.

Nous avons fait une autre expérience, à Aulnay, dans la Cité des 3000, avec l'auteur-conteur juif BEN ZIMMET. Dans cette cité, beaucoup de Maghrébins, des Asiatiques, des Africains, des Français mais pas de Juifs. Du coup, tous les enfants se retrouvaient devant quelqu'un qui leur était étranger. L'étranger à égalité pour tout le monde. Nous avons travaillé sur un texte de PÉREC disant que c'est avec les mêmes briques que l'on construit la synagogue, la mosquée et l'église. Chacun avait pu, au cours de cet atelier, apporter sa brique à la construction collective d'un texte et d'une pièce de théâtre. On avait eu le même sentiment que l'important, c'est effectivement que les compétences différentes de chacun puissent s'exprimer, que les potentialités qui sont en chaque enfant trouvent, dans des exercices ou des expressions divers, matière à être reconnues par l'ensemble de la collectivité. L'atelier d'écriture, c'est l'engagement au même niveau de la part des intervenants, qu'ils soient écrivains ou conteurs : des personnes qui sont à la fois entièrement dans ce qu'elles font et entièrement à l'écoute des autres personnes, de l'enfant ou du jeune. Ce rapport de respect total est essentiel et les enfants des 3000 apprécient que des écrivains, un peu sacralisés parce que ce sont des gens qui savent et dont les noms sont sur les livres, viennent dans leur établissement et aient ce rapport

d'égalité à l'intérieur de l'école. C'est pour eux, parfois, la possibilité d'un changement dans leur approche du savoir et de l'écrit. Le plus important, c'est que dans cette situation, un certain nombre d'enfants se trouvent réintroduits dans un rôle d'acteur, de producteur de sens et non pas seulement de producteur d'écrit. On voit à ce moment-là que la réussite est vitale : ce n'est pas seulement un exercice, c'est quelque chose de soi qui est en jeu et cela peut effectivement transformer du coup le rapport à l'écriture. Il est possible de transformer les rapports à l'imaginaire et les attentes par rapport à l'école peuvent être transformées, même si ce n'est pas souvent le cas. L'atelier fini, un certain nombre d'enfants font parfaitement la différence entre le moment privilégié qu'a été cet atelier d'écriture et ce qui peut continuer dans la vie scolaire exactement comme avant. Je crois que ça ne fonctionne que si l'école elle-même réintervient différemment.

Alors, le rôle de la collectivité territoriale par rapport à cela ? Elle est porteuse d'une double attente :

- par rapport aux enfants, à tous les enfants, pour que tous aient accès à la création, à ce qui parle aujourd'hui le plus fort, le plus vrai dans la création contemporaine. C'est une exigence de démocratie et de justice.
- par rapport aux écrivains, pour qu'ils se sentent reconnus pour ce qu'ils sont, porteurs des échos du réel qu'ils proposent et des mondes imaginaires qu'ils font vivre.

Notre rôle ? Nous sommes initiateurs de la rencontre, de la provocation que constitue cette rencontre. Ces expériences sont très productives parce qu'elles sont insérées dans un environnement large. Pour autant, se pose au plus haut point la question de la responsabilité de l'école. Le plus important est que les jeunes sentent que les adultes ne renoncent pas à jouer leur rôle auprès d'eux et à revendiquer l'accès de tous au savoir et à la lecture, à la culture, à la production d'écrit. L'école est bien le lieu privilégié où tous devraient pouvoir faire ces expériences gratifiantes. L'impression que nous avons, c'est que l'Éducation Nationale, en tant qu'institution, ne prend pas suffisamment au sérieux cette possibilité donnée aux jeunes de s'investir à travers différentes sortes d'écrits. De ce point de vue, il n'y a pas à baisser les bras, mais il y a malgré tout, pour ce qui nous concerne, une inquiétude réelle quant à l'avenir et à la possibilité pour l'ensemble des enfants d'avoir accès à ce qu'il y a de plus riche dans l'éducation.

Henriette ZOUGHEBI